

Tribune

« Le modèle rwandais remet en lumière les questions sur le développement en Afrique »

Thierry Amougou

Le Monde, 31 octobre 2019

L'économiste Thierry Amougou analyse dans une tribune au « Monde » les ressorts de la « success story » du pays, faite à la fois de volontarisme et d'auto-ritarisme.

L'image que renvoie le Rwanda de nos jours est celle d'une Afrique qui gagne. Elle est de moins en moins celle, lugubre, d'amas de crânes témoins d'une humanité en mode off, mais plutôt celle, rayonnante, des inaugurations en cascade d'écoles à la pointe du numérique, d'une filiale de Volkswagen ou du lancement du premier smartphone complètement « made in Africa ». Quelles sont les principales caractéristiques du modèle rwandais de développement ? Quelles sont ses limites ? Que peut-on en dire concernant l'Afrique et la pensée sur le développement au XXI^e siècle ?

Un grand malheur commun

Généralement, ce qu'on entend par « nation » évoque des groupements humains qui partagent le même destin et la même volonté de poursuivre un pari

sur l'avenir au sens de « projet de vie ». Ce qui est très souvent moins souligné, c'est le fait que faire nation, du moins en avoir la dynamique, n'est pas seulement le fruit du partage d'une mythologie, d'une histoire, d'ancêtres et de terres aussi glorieux que les futurs caressés, mais aussi le surgissement d'un assentiment collectif dont la fondation peut être un grand malheur commun.

Un traumatisme commun, réel ou onirique, peut faire naître un sentiment national et fonder une nation au point d'en devenir « the glue that links us together » (la colle qui nous unit). L'exode réel ou mythologique du peuple juif joue ce rôle pour la nation juive, autant que le génocide de 1994 donne au Rwanda un dénominateur commun qui, quoique tragique, est un « input » dont les effets sont difficiles à évaluer par la fonction de production économique. En fait, un bonheur commun ou un malheur commun est une ressource politique, culturelle et anthropologique en soutien à un projet de développement, au sens où il mobilise tout le monde, discipline les populations et donne des arguments pour le respect et la poursuite d'un cap censé perpétuer le bonheur passé

ou sortir du grand malheur commun.

Le rôle d'une conjoncture historique favorisant l'émergence d'un leader politique est donc crucial. Oui, il faut le dire, un leader est très souvent quelqu'un qui, malgré ses qualités intrinsèques, est servi par une conjoncture historique qui lui permet de devenir la locomotive d'un peuple en mettant ainsi ses qualités de leadership en évidence. Autant le général de Gaulle devint un leader pour la France grâce ou à cause de l'occupation de l'Hexagone par le régime nazi, autant Paul Kagame est devenu l'homme fort du Rwanda grâce ou à cause du génocide de 1994, articulation décisive dans le processus de consolidation nationale et d'obtention gracieuse de quelques dividendes budgétaires sur le plan international.

Modernisation et émancipation

Cela ne suffit cependant pas, car un leader doit avoir une vision au service d'un projet. Celui du Rwanda semble s'articuler sur plusieurs éléments.

Premièrement, une volonté de moderniser le pays et l'acceptation d'appliquer rigoureusement les modèles de modernisation des institutions financières internationales. Kigali, la capitale rwandaise, ressemble de moins en moins à une ville subsaharienne, suite à une fonctionnalisation moderne de l'espace, de l'habitat et des comportements calqués sur l'urbanisme et les civilités modernes. La modernisation du secteur agricole par spécialisation culturelle, remembrement des terres paysannes et regroupement des paysans en coopératives par le biais

d'un renouveau de la révolution verte, est un autre marqueur de cette volonté de moderniser le Rwanda.

Deuxièmement, la promotion, en l'absence d'une révolution industrielle africaine, d'une économie de services haut de gamme comme le tourisme, l'informatique et la sous-traitance automobile, comme en témoigne la récente joint-venture avec Volkswagen.

Troisièmement, une dimension écologique liée à l'interdiction drastique de toute production et importation de sacs en polyéthylène (plastique) depuis 2004 et à la sauvegarde des gorilles, principales ressources touristiques du pays.

Quatrièmement, la promotion du capital humain diasporique, en chassant et en recrutant des têtes rwandaises et africaines bien faites en Occident et en promouvant l'émancipation de la femme rwandaise par son intégration au pouvoir décisionnel. Les femmes détiennent 40 % des portefeuilles ministériels et représentent plus de 60 % des députés en 2019. Cette réforme qui corrige des inégalités de genre est une innovation qui compte en matière de développement, dans une Afrique où les femmes sont très souvent invisibles des lieux de décision politique, alors que leur apport est inestimable dans tous les domaines de la vie quotidienne.

Le basculement de l'expression officielle du pays en anglais, langue de l'économie mondialisée, est aussi une innovation dans ce modèle rwandais. L'anglais est censé assurer à moyen et long termes la réduction des coûts de communication, de transactions, de diffusion des savoirs technologiques et de contractualisation.

Violence sociale

Derrière la lumineuse, la disciplinée, la coquette et l'ordonnée Kigali, l'outrage? Oui, répondent de nombreux observateurs et travaux sur le Rwanda.

De nombreux auteurs pointent en effet le fait que Kigali est une vitrine moderne, une carte postale qui cache des paysans rwandais connaissant des disettes chroniques à quelques kilomètres des lumières de la capitale. Paysans obligés d'abandonner la polyculture traditionnelle grâce à laquelle ils s'assuraient une autosuffisance alimentaire, pour appliquer une spécialisation culturelle qui fait dépendre l'accès aux denrées alimentaires d'un pouvoir d'achat qui leur fait défaut, dans la mesure où leur richesse, qui ne consistait qu'en terres, n'est plus entre leurs mains mais dans celles des coopératives et de l'agro-industrie.

Il s'ensuit que la réussite rwandaise est limitée au bien-être d'un petit groupe au pouvoir, une élite politique qui a pris le pouvoir depuis l'extérieur et se montre insensible aux souffrances des paysanneries, dont le sort fait peu de cas dans les décisions d'une politique de révolution verte axées sur la répression de la polyculture traditionnelle, la spécialisation à outrance, le remembrement des terres paysannes pour l'agro-industrie, le mode coopératif et l'interdiction des méthodes et techniques de l'habitat traditionnel.

La transformation de Kigali en ville moderne a également entraîné une gentrification qui a repoussé les pauvres à la périphérie d'une ville désormais élitiste et chère. A cela s'ajoute la répression de l'opposition politique interne et externe, la modification constitutionnelle pour un troisième mandat de Ka-

game et sa réélection par un score stalinien (98 %).

Autant de paramètres qui font du modèle rwandais une modernisation cosmétique et autoritaire axée sur la politique des « premiers de cordées » à préserver et sur la croyance au « trickle-down effect », c'est-à-dire au ruissellement de la richesse de la minorité urbaine vers les majorités rurales et populaires. Le plan d'émergence du Rwanda, en 2020, semble donc consubstantiel d'une violence sociale dont d'autres éléments non négligeables sont la répression des moyens de l'habitat populaire, des sanctions infligées aux démunis qui n'arrivent pas à se payer la sécurité sociale et l'imposition impérative de l'anglais comme lingua franca porteuse de modernité dans toute l'étendue du territoire.

La légitimité des résultats

En Afrique subsaharienne, les politiques d'ajustement structurel ont, depuis 1980, mis fin au modèle de modernisation autoritaire basé depuis 1960 sur un Etat dirigé par un homme fort sans légitimité démocratique. C'est le marché qui doit désormais assurer le développement économique, et la démocratie le développement politique. Le consensus de Washington, corpus théorico-politique commun imposé à tous les pays africains, a montré de si grandes limites qu'on y a ajouté des aspects institutionnels afin de signaler l'importance des institutions inclusives dans le développement.

Les résultats sont très peu réjouissants aujourd'hui en Afrique, où la pauvreté augmente autant que l'en-

dettement international consécutif aux prêts chinois. A côté de cette morosité généralisée (en dehors de la Côte d'Ivoire et du Ghana), le Rwanda, quoique petite économie dont le modèle ne peut être extrapolé à toute l'Afrique, rayonne avec une économie à la pointe et un environnement national attractif pour l'investissement international.

Du coup, si nous prenons en compte l'exemple de la Chine qui se développe sans démocratie, on assiste au renouveau d'un questionnement en Afrique subsaharienne par rapport aux ingrédients du développement : une dictature éclairée qui construit des routes, assainit des villes, ouvre des écoles, donne de l'eau potable, offre du travail, construit des hôpitaux, soigne et loge les populations, n'est-elle pas plus utile aux Africains qu'une démocratie libérale postcommuniste qui, en s'accommodant avec les inégalités, la pauvreté, la dictature des marchés et l'impérialisme, se confond de plus en plus avec un capitalisme enrobé de considérations politiques ?

La légitimité d'un dirigeant africain doit-elle être davantage basée sur ses résultats concrets de développement que sur le principe électif ? Si la légitimité démocratique vient à faire défaut, comme cela est majoritairement le cas en Afrique, la légitimité fondée sur des résultats n'est-elle pas plus réaliste pour satisfaire les besoins fondamentaux ?

Ce sont ces grandes questions que remet en lumière le modèle rwandais, rejoignant ainsi de nombreux économistes qui, d'une part, pensent que la démocratie est un bien de luxe très coûteux pour des pays au revenu par tête très faible et, d'autre part, estiment que des institutions inclusives

se mettent en place de façon volontariste, comme le fait Paul Kagame avec l'inclusion politique des femmes rwandaises.

Créer un avenir désirable

In fine, un drame, une nation, un leadership et une vision n'ont pas suffi pour l'érection d'un modèle rwandais de développement. Il a fallu aussi créer un avenir désirable et lui donner forme. De là le fait que le plus grand mérite de Paul Kagame est d'avoir assuré la renaissance du Rwanda en créant un désir d'avenir malgré les limites ci-dessus évoquées. Une vision ne doit pas seulement exister. Elle doit être désirable via certains de ses résultats concrets. Cet espoir suscité est basé moins sur des innovations éculées du passé des pays industrialisés que sur une habileté et une capacité intrinsèque qu'il a de donner forme à l'avenir.

C'est ce qu'Aline Frankfort et Jean-Louis Baudoïn appellent le « shapership », c'est-à-dire la capacité qu'a un leader de donner des formes à l'avenir d'une entreprise, d'une organisation ou d'un pays. D'une société qui devait être malade et paralysée par son génocide, Paul Kagame a fait une société certes avec encore beaucoup de problèmes à résoudre, mais désormais capable de se regarder dans le miroir sans se désoler de l'image que lui renvoie celui-ci.

C'est la preuve qu'en plus du marché et de l'Etat, assurer le développement a besoin d'un écosystème du développement où leadership, « success stories », capital humain, réseaux internationaux, culture nationale, institutions inclusives et « shapership »

sont des paramètres d'une importance capitale. La démocratie réelle apparaît alors comme une norme qualitative qui rend un écosystème du développement plus attentif aux questions sociales, populaires et des droits humains.

Thierry Amougou, économiste et professeur à l'Université catholique de Louvain, est l'auteur de *L'Esprit du capitalisme ultime. Démocratie, marché et développement en mode kit* (PUL, 2018).